
PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

A R R E T E

n° 9 7 2 0 8 6 du 2 4 SEP. 1997

**portant changement d'exploitant et
prescriptions complémentaires à
l'autorisation d'exploiter une carrière de
marne et loess sur le territoire des
communes de RETZWILLER et
WOLFERSDORF au profit de la Sté
STURM S.A.**



LE PREFET DU HAUT-RHIN

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et son décret d'application n°77-1141 du 12 octobre 1977 modifié ;
- VU** la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et son décret d'application n°77-1133 modifié du 21 septembre 1977 et notamment ses articles 18 et 23.2 ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- VU** l'arrêté préfectoral n° 961803 du 16 septembre 1996 autorisant la Société des Tuileries J. Ph. STURM à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de marne et loess sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF ;
- VU** la demande du 4 août 1997 de la S.A. STURM concernant le changement d'exploitant de la carrière sise à RETZWILLER-WOLFERSDORF ;
- VU** la demande du 4 août 1997 de la S.A. STURM concernant la modification du phasage d'exploitation prévu à l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1996 susvisé ;
- VU** la demande du 13 juin 1997 de la S.A. STURM concernant la modification du montant des garanties financières compte tenu du stockage temporaire de marne sur la parcelle n°57 - Section 15 - RETZWILLER ;
- VU** le rapport du 4 août 1997 de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 2 septembre 1997 ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN ;

A R R E T E

ARTICLE 1ER

La SA STURM, dont le siège social est 50 rue des Vignes à WOLFISHEIM - 67087 STRASBOURG Cedex 2, et désignée "exploitant" ci-après, est autorisée à poursuivre, aux lieux et place de la Société des Tuileries Jean Philippe STURM, une carrière de marne et loess située sur les bans communaux de RETZWILLER et WOLFERSDORF.

ARTICLE 2

L'exploitation sera menée conformément aux prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 961803 du 16 septembre 1996 susvisé en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le plan de phasage d'exploitation en date du 12 janvier 1995 établi par TERRATEC et annexé à l'arrêté du 16 septembre 1996 et annulé et remplacé par le plan intitulé "PLAN DE PHASAGE D'EXPLOITATION" annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4

L'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n° 961803 du 16 septembre 1996 est modifié comme suit :

"10.3 - La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

III

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

· pour la première période quinquennale (mi 1996 à mi 2001)	:	48,3 kF,
· pour la deuxième période quinquennale (mi 2001 à mi 2006)	:	78,3 kF,
· pour la troisième période quinquennale (mi 2006 à mi 2011)	:	54,8 kF,
· pour la quatrième période quinquennale (mi 2011 à mi 2016)	:	48,3 kF,
· pour la cinquième période quinquennale (mi 2016 à mi 2021)	:	39,8 kF,
· pour la sixième période quinquennale (mi 2021 à mi 2026)	:	44,2 kF.

Les montants de ces garanties financières, qui ne portent que sur les terrains faisant partie de la demande d'extension, seront corrigés pour Juin 1999 afin de tenir compte des montants à cautionner relatifs aux terrains exploités en droits acquis."

ARTICLE 5

L'article 13.1 de l'arrêté préfectoral n° 961803 du 16 septembre 1996 est modifié comme suit :

"13.1 Epaisseur d'extraction

L'exploitation aura lieu exclusivement à sec, au maximum jusqu'à la côte d'altitude + 275 m NGF, soit jusqu'à une profondeur maximale de 38 m par rapport au niveau naturel des terrains. La pente maximale du front s'établira à 1/1,5 ($\approx 33^\circ$)."

ARTICLE 6

L'article 15.1 de l'arrêté préfectoral n° 961803 du 16 septembre 1996 est modifié comme suit :

"15.1 - Les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 2, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques (par exemple poteau EDF sur le côté Ouest de la carrière).

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

ARTICLE 7 - AMPLIATION - PUBLICITÉ

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins des Maires de RETZWILLER et WOLFERSDORF.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

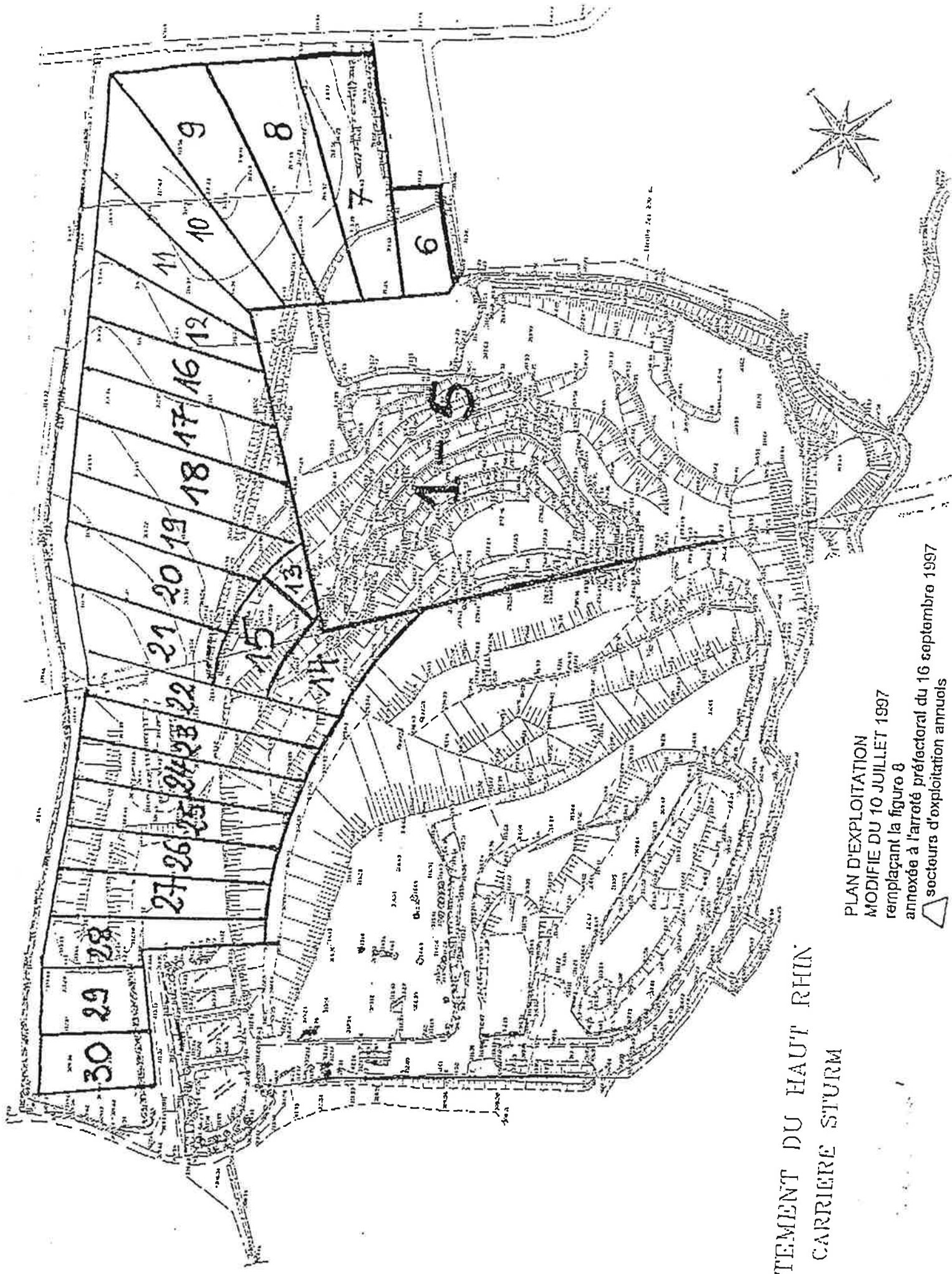
LE PRÉFET

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé . J.C. EHLMANN

DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976).



PLAN D'EXPLOITATION
MODIFIE DU 10 JUILLET 1997
remplaçant la figure 8
annexée à l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1997
△ secteurs d'exploitation annuels